

Au-delà des enjeux purement économiques, la jeunesse fait face à d'**autres défis** et nourrit d'autres aspirations.

Ainsi, elle se sent particulièrement exclue de la vie de la cité. Malgré un monde associatif relativement développé, du moins parmi la jeunesse urbaine, sa présence dans la **vie politique**, qu'il s'agisse des partis politiques ou au sein des pouvoirs exécutifs et législatifs, ou des institutions consultatives, reste très limitée. Ceci contribue à nourrir une certaine défiance à leur égard, comme les manifestations du mois mars 2021 ont pu le montrer. Également, la jeunesse reste largement exclue, jusqu'à présent, de la formulation, du suivi et de la mise en œuvre des politiques qui la concernent. De plus, une bonne partie de la jeunesse, en particulier en milieu rural, ne dispose pas de document d'état civil, empêchant tout accès aux services publics.

Également, du point de vue des **valeurs**, la situation de précarité socio-économique dans laquelle se trouve une partie importante de la jeunesse, entretient un effritement de l'estime de soi et un fort sentiment d'injustice sociale. Ceci tend à occasionner une perte de sens, un manque de confiance dans l'avenir et le développement de stratégies de survie, parfois aux antipodes de la morale sociale, et rend la jeunesse vulnérable à la montée des différentes formes de radicalismes ethniques ou religieux. Ainsi, il apparaît essentiel de contribuer à atténuer ce sentiment par notamment un plus grand accès à la **culture** et au **sport**, mais aussi par la promotion des valeurs de civisme, de **citoyenneté**, de **respect de l'environnement** et de développement durable.

Enfin, parmi les jeunes, ce sont particulièrement les **jeunes filles/femmes** qui sont en situation de vulnérabilité. Au-delà des difficultés purement économiques ou liées à l'emploi et à la déscolarisation, dont elles souffrent généralement plus que les garçons, elles subissent un certain nombre d'influences et pressions socioculturelles, de la famille ou de la communauté, en particulier en milieu rural. Il convient également de signaler que dans la société sénégalaise il y a des profondes inégalités homme/femme qui, combinées avec d'autres facteurs socio-culturels et économiques, débouchent sur des discriminations importantes basées sur le genre. Ces facteurs provoquent notamment des mariages et des grossesses précoces, et elles subissent des violences de genre, ainsi que des problèmes de santé reproductive et sexuelle. Ainsi, il est estimé, selon les derniers chiffres disponibles du Fonds des Nations Unies pour l'enfance - UNICEF¹⁰, que près de 29 % des jeunes filles au Sénégal sont mariées avant l'âge de 18 ans, et 8 %, avant l'âge de 15 ans, avec pour 63 % d'entre elles un partenaire avec un écart d'âge supérieur à 10 ans. De plus, et c'est certainement en deçà de la réalité, 15,5 % des jeunes filles ont un enfant avant l'âge de 18 ans, avec non seulement un impact important sur leur trajectoire possible d'intégration socio-économique individuelle, mais contribuant également à maintenir un taux de fécondité élevé, avec pour conséquence une forte pression démographique exercée sur le système éducatif, les services sociaux et le marché de l'emploi. Enfin, on estime que l'excision touche encore un quart des femmes entre 15 et 49 ans au Sénégal et 14 % des filles de moins de 15 ans.

Par ailleurs, face à ces difficultés auxquelles doit faire face la jeunesse, la **migration irrégulière** apparaît souvent comme une issue possible. En zone rurale, une agriculture encore largement pluviale, n'ayant pas bénéficié de tous les investissements requis pour sa modernisation/irrigation et restant donc vulnérable au changement climatique, et le développement insuffisant de filières de transformation/valorisation agricole (ainsi que d'agroécologie et d'économie verte/circulaire), entraînent une paupérisation des travailleurs et l'instabilité de leurs revenus. De même, dans le secteur de la pêche, central dans les zones périphériques côtières, la stagnation des techniques de pêche et la raréfaction des ressources, ont entraîné une précarisation de ses travailleurs. Ces facteurs, alliés à une concentration de l'activité économique et des opportunités de formation dans les centres urbains entraînent un fort exode rural, que les villes ne sont pas en mesure d'absorber, générant à son tour des flux de migration irrégulière, avec les drames humains qu'ils provoquent. A ses facteurs économiques s'ajoutent des facteurs d'ordre socio-culturels liés à la pression familiale, qui encouragent parfois ces départs ou à l'image entretenue d'une vie idéalisée en Europe, malgré les nombreuses campagnes de sensibilisation menées, y compris par l'UE. Cette pression migratoire s'est de plus accrue au cours de l'année 2020 avec de nombreux départs observés du fait de l'impact socio-économique des mesures de restriction sanitaire lors de la crise Covid. A la question des départs s'ajoute également celle de la réintégration des migrants de retour, à leur accompagnement, d'un point de vue économique, social, comme psychologique, qui à l'image de l'intégration socio-économique d'une partie importante de la jeunesse, constitue un réel défi. Au-delà de la problématique de la migration irrégulière, la migration légale, circulaire, peut constituer un frein à la migration clandestine en même temps qu'une réelle opportunité pour les pays d'origine en termes d'apport d'expérience, de compétences et d'investissement par la diaspora.

¹⁰ « Les filles adolescentes en Afrique de l'ouest et du centre : fiches de données », UNICEF, octobre 2019